Programme « Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne »

RÉSULTAT 2

Les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de PRC afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux

Rapport d'activité

Juillet 2016 - Juin 2017

Building Disaster Resilience in Sub-Saharan Africa

An initiative of the African, Caribbean and Pacific Group of States funded by the European Union

Mis en œuvre par :

GFDRR

Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

WORLD BANK GROUP

© *Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement*
Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A.

Tous droits réservés. Ce rapport a été produit pour le programme « Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne », mis en œuvre dans le cadre du Programme Afrique Caraïbes et Pacifique–Union européenne de prévention des risques des catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR), une initiative du Groupe des pays ACP, financée par l'Union européenne et gérée par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2017 ; tous les montants sont en dollars américains ($), sauf indication contraire.

Mise en page : AdGrafics Design Studio - www.adgrafics.eu

PROGRAMME RENFORCER LES CAPACITÉS DE RÉSILIENCE FACE AUX CATASTROPHES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

RÉSULTAT 2 I Rapport d'activité de 2016-17

Paysage en Zambie, Afrique
Crédit photo : Shutterstock

Ce rapport résume les activités et les réalisations relevant du Résultat 2 du Programme Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne : Les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de PRC afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux pour la période de juillet 2016 à juin 2017.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACC	Adaptation au changement climatique
ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
BAfD	Banque africaine de développement
CER	Communautés économiques régionales
CUA	Commission de l'Union africaine
DRF	Cadre de relèvement post-catastrophe
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
FED	Fonds européen de développement
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement)
GRC	Gestion des risques de catastrophes
GTA	Groupe de travail Afrique
HFA	Hyogo Framework for Action (Cadre d'action de Hyogo)
ICPAC	Centre de prédiction et d'application climatique de l'IGAD
ICPALD	Centre pour le développement des zones pastorales et de l'élevage de l'IGAD
IDRF	Fonds d'intervention en cas de catastrophe de l'IGAD
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
NDRR	NDRR Natural Disaster Risk Reduction (Prévention des risques liés aux catastrophes naturelles) (Programme ACP-UE NDRR)
PdA	Programme d'action
PDNA	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRC	Prévention des risques de catastrophes
REPARC	(Réseau des Parlementaires pour la Résilience aux Catastrophes en Afrique centrale)
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
SFRDD	SFDRR Sendai Framework for Disaster Risk Reduction (Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes)
SPC	Secretariat of Pacific Community (Secrétariat de la communauté du Pacifique)
TdR	Termes de référence
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNISDR/SIPC	United Nations Office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes)

TABLE DES MATIÈRES

1. Contexte 05

2. À propos du programme du Résultat 2 06

3. Faits saillants 09

4. Vue d'ensemble des activités 11

4.1. Activités à l'échelle du programme et coordination avec les autres Résultats 12

4.2. Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) 17

4.3. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) 23

4.4. Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) 26

4.5. Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) 30

5. Gouvernance 32

6. Annexes 33

1. CONTEXTE

Les effets de la pression démographique, l'urbanisation sauvage, la perte de biodiversité, la dégradation des terres et des écosystèmes, le changement climatique et les tendances complexes de la mondialisation économique sont autant de facteurs qui pourraient expliquer en partie l'augmentation et l'intensité des catastrophes qui s'abattent dans le monde entier. Les pays à faible revenu souffrent de façon disproportionnée des aléas naturels et sont ceux qui profitent le moins de la création de richesse provenant de la mondialisation économique. En Afrique en particulier, différentes sortes de vulnérabilités ont le potentiel de transformer des aléas mineurs en des catastrophes majeures. Depuis 1970, plus de 2000 catastrophes ont frappé l'Afrique, dont un peu moins de la moitié ces dix dernières années.[1] Les inondations et les sécheresses constituent les catastrophes les plus courantes en Afrique ; d'autres aléas s'y ajoutent : cyclones, tremblements de terre, glissements de terrain, éruptions volcaniques et épidémies. Tous ont des conséquences graves en matière d'approvisionnement durable de l'eau, de santé, de sécurité alimentaire, de productivité agricole, de moyens de subsistance et de gestion des risques financiers. Ils perturbent le fonctionnement normal des États, des économies et des efforts de développement en général, qui voient sérieusement compromises leurs chances d'atteindre les objectifs de développement durable.

Sous l'égide de la Commission de l'Union africaine (CUA), les États et communautés économiques régionales (CER) d'Afrique ont adopté le Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la prévention des risques de catastrophe, en conformité avec le Cadre d'action de Hyogo (HFA). Le Programme d'action (PdA) définit les domaines d'intervention stratégiques, propose des orientations politiques au niveau régional, et énonce les activités clés, les résultats attendus, les indicateurs mesurables et les mécanismes de coordination et de soutien. La CUA et les CER assurent la coordination de ce cadre, par le biais du Groupe de travail Afrique (GTA) sur la PRC.[2] De surcroît, quatre de ces CER ont mis en place des politiques et/ou stratégies de prévention des risques de catastrophes (PRC) reposant à la fois sur les priorités d'action du HFA et sur celles du PdA. Il s'agit de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Les CER jouent un rôle double dans le soutien de la gestion des risques de catastrophes et celui de la gestion des risques climatiques. Plusieurs d'entre elles abritent les instances et les capacités sous- régionales nécessaires à des activités d'alerte précoce, d'interventions d'urgence et de partage de données. Elles servent également d'entités de coordination pour les efforts individuels des États membres en matière de gestion des risques de catastrophes et des risques climatiques, ce qui permet d'en réaliser l'intégration régionale et de dégager des économies d'échelle.

Malgré cet engagement à tous les niveaux, pour beaucoup d'États africains, la prévention, l'atténuation et la préparation aux aléas naturels continuent d'être une question émergente dans leur agenda politique national. En raison des effets d'entraînement que les catastrophes peuvent avoir sur des pays et des sous-régions entiers, l'adoption d'une approche entièrement intégrée, portant sur l'ensemble des secteurs s'impose, pour veiller à ce que les gains de développement en Afrique s'appuient sur des informations exactes concernant les risques et sur des systèmes améliorés d'aide à la décision. Il est impératif que l'aide au développement procure les plus grands bénéfices directs possibles en termes de coûts et de prévention, mais il faut aussi que la gestion des catastrophes permette d'améliorer la compétitivité et de renforcer la résilience face au nombre croissant de risques et de chocs mondiaux, surtout en période de crise économique. Par conséquent, le Programme de **Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne** propose d'établir un cycle complet de mesures de la gestion des risques de catastrophe (GRC) et de renforcement des capacités par l'identification et l'évaluation des risques, la réduction des risques et la préparation à ceux-ci, le financement des risques ainsi que le relèvement et la reconstruction résilients. L'objectif visé est de poser des bases analytiques et d'accélérer la mise en œuvre effective d'un cadre de PRC complet pour le continent africain.

[1] « Striving Toward Disaster Resilient Development in Sub-Saharan Africa – Strategic Framework 2016-2020 », Banque mondiale

[2] Lors de son Sommet de janvier 2011, le Conseil exécutif de l'UA a adopté la décision sur le rapport de la deuxième Conférence ministérielle africaine sur la PRC, tenue le 16 avril 2010 (EX.CL/Dec.607 (XVIII). Celle-ci comprenait la reconstitution du GTA sur la PRC.

2. À PROPOS DU PROGRAMME DU RÉSULTAT 2

Renforcement de la coordination régionale de la PRC en Afrique

L'Union européenne (UE) et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont établi le programme de coopération intra-ACP de **Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne** (ou Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne dans sa forme abrégée),[3] financé dans le cadre du 10e Fonds européen de développement (FED) dont l'objectif global est le **renforcement de la résilience des régions, des pays et des communautés d'Afrique subsaharienne aux impacts de catastrophes naturelles.** Sont également concernés les impacts potentiels du changement climatique pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable.

Pour atteindre cet objectif, cinq Résultats ont été retenus pour une mise en œuvre par plusieurs organisations partenaires, notamment la Banque africaine de développement (BAfD), la CUA, le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) et la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Il s'agit des résultats suivants :

R1: Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la prévention des risques de catastrophes. Mis en œuvre par la CUA et l'UNISDR.

R2: Les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de la PRC afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux. Mis en œuvre par la GFDRR.

R3: Les capacités de base des Centres climatiques régionaux et nationaux sont améliorées afin de répondre aux besoins d'une utilisation efficace des services de météo et du climat des agences de prévention des risques de catastrophes et des secteurs socio-économiques, de cibler les communautés et les systèmes d'alerte précoce en temps réel. Mis en œuvre par la BAfD.

R4: Les pays africains ont amélioré leurs connaissances en matière de risques à travers la compilation de données historiques relatives aux catastrophes afin de renseigner l'évaluation et la modélisation des risques futurs. Mis en œuvre par l'UNISDR.

R5: Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains dans des prises de décisions éclairées et d'atténuer les impacts socio-économiques budgétaires et financiers des catastrophes. Mis en œuvre par la GFDRR.

La GFDRR est responsable de la mise en œuvre de R2 et R5. Ce rapport examine spécifiquement les réalisations dans le cadre du programme R5.

[3] De plus amples renseignements sur le Programme Renforcer les capacités de résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne sont disponibles à : www.preventionweb.net/resilient-africa.

Résultat 2

Le Résultat 2, baptisé aussi plus simplement « R2 », est l'un des deux résultats gérés par la Banque mondiale/GFDRR (le deuxième étant le Résultat 5). L'**objectif spécifique** du Résultat 2 est de **renforcer et d'accélérer la mise en œuvre efficace d'un cadre africain complet de prévention des risques de catastrophes et de gestion des risques au niveau régional.** Il s'agit pour cela de :

- renforcer les capacités de coordination des CER, et de
- les soutenir dans le développement de capacités en matière de planification et de conseil politique afin de leur permettre d'appuyer leurs États membres et les programmes régionaux et sous-régionaux de GRC.

Cet objectif est atteint en apportant un soutien ciblé aux CER africaines pour qu'elles renforcent leurs capacités afin d'améliorer la coordination, la planification, le conseil politique et la diffusion des connaissances dans le but de faire progresser le programme régional de GRC et de mieux soutenir leurs États membres respectifs à prendre des décisions éclairées en matière de renforcement de leur résilience aux catastrophes.

Les activités engagées au titre du R2 respectent et soutiennent l'approche stratégique formulée dans le Programme d'action de la CUA, les stratégies de PRC des CER et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (SFDRR) 2015-2030[4]. Elles sont mises en œuvre par le biais d'une contribution supplémentaire au Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles en cours, une initiative du Groupe des pays ACP lancée en 2011, également financée par l'UE et gérée par la GFDRR.

Cette contribution supplémentaire vise les quatre principales CER et leurs partenaires clés, notamment des universités et des centres de recherche, des autorités de bassins fluviaux ou des organisations techniques d'Afrique. Les quatre CER participantes sont les suivantes :

- La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), située à Libreville au Gabon (*http://www.ceeac-eccas.org*)
- La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), située à Abuja au Nigeria (*http://www.ecowas.int*)
- L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), située à Djibouti au Djibouti (*http://www.igad.int*)
- La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), située à Gaborone au Botswana (*www.sadc.int*)

C'est au travers d'une participation régionale complète que les CER participantes, les États africains, les décideurs et les communautés de pratique seront en mesure de tirer parti de l'expertise, des connaissances techniques et des bonnes pratiques opérationnelles qu'apportent des parties prenantes d'horizons variés. Le programme R2 vise également à fournir une plateforme de plaidoyer, à améliorer la coopération et le travail en réseau entre des établissements techniques mondiaux, régionaux et nationaux, à tirer parti du rayon de sensibilisation accru apporté par les parties prenantes et, au bout du compte, à profiter aux plans de développement nationaux. Il cherche aussi à améliorer les capacités régionales dans le domaine des évaluations des besoins post-catastrophe et de cadres de relèvement.

[4] Et son prédécesseur au moment de son lancement, le Cadre d'action de Hyogo 2005-15.

Résultats attendus

Il est attendu que les capacités opérationnelles des CER soient renforcées dans les domaines des connaissances, de la planification, de la politique et de la coordination. Les résultats attendus sont les suivants :

- R2-1: Opérationnalisation des stratégies de PRC des CER conformément à leur plan d'action respectif, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC précédentes.
- R2-2: Amélioration des connaissances et de la compréhension de la GRC au niveau régional, en mettant un accent particulier au renforcement des capacités nationales de prise de décisions.
- R2-3: Amélioration de la coopération et du travail en réseau entre les CER et les établissements de recherche et centres techniques mondiaux, régionaux et nationaux, en vue de renforcer et d'intégrer la GRC dans le développement durable.
- R2-4: Apport de conseils et d'assistance technique aux États membres, pour élaborer des politiques et des stratégies de GRC ainsi que des programmes de prévention des risques sur le plan national.
- R2-5: Amélioration des capacités régionales, en vue de soutenir les évaluations des besoins post-catastrophe et la planification du relèvement/de la reconstruction.

Objectifs du Programme R2

Les activités au titre du R2 font l'objet d'un suivi et d'une évaluation par rapport aux objectifs suivants :

- Opérationnalisation par les quatre CER africaines de leurs stratégies de PRC en conformité avec leurs plans d'action respectifs, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC passées.
- Renforcement par les quatre CER africaines de leurs capacités de conseil et d'apport d'assistance technique à leurs États membres en vue d'élaborer des politiques et stratégies nationales de GRC et des programmes de prévention des risques.
- Développement et/ou amélioration par les quatre CER de leurs capacités à soutenir leurs États membres respectifs à entreprendre des évaluations des besoins post-catastrophe et la planification du relèvement.
- Tenue d'au moins huit ateliers de formation sous-régionaux organisés sous la direction de la CER concernée.

Paysage au sud du parc national de Luangwa au crépuscule, Zambie
Crédit photo : Shutterstock

3. FAITS SAILLANTS

Voici quelques-unes des réalisations des CER grâce à l'appui du Programme R2 entre juillet 2016 et juin 2017 :

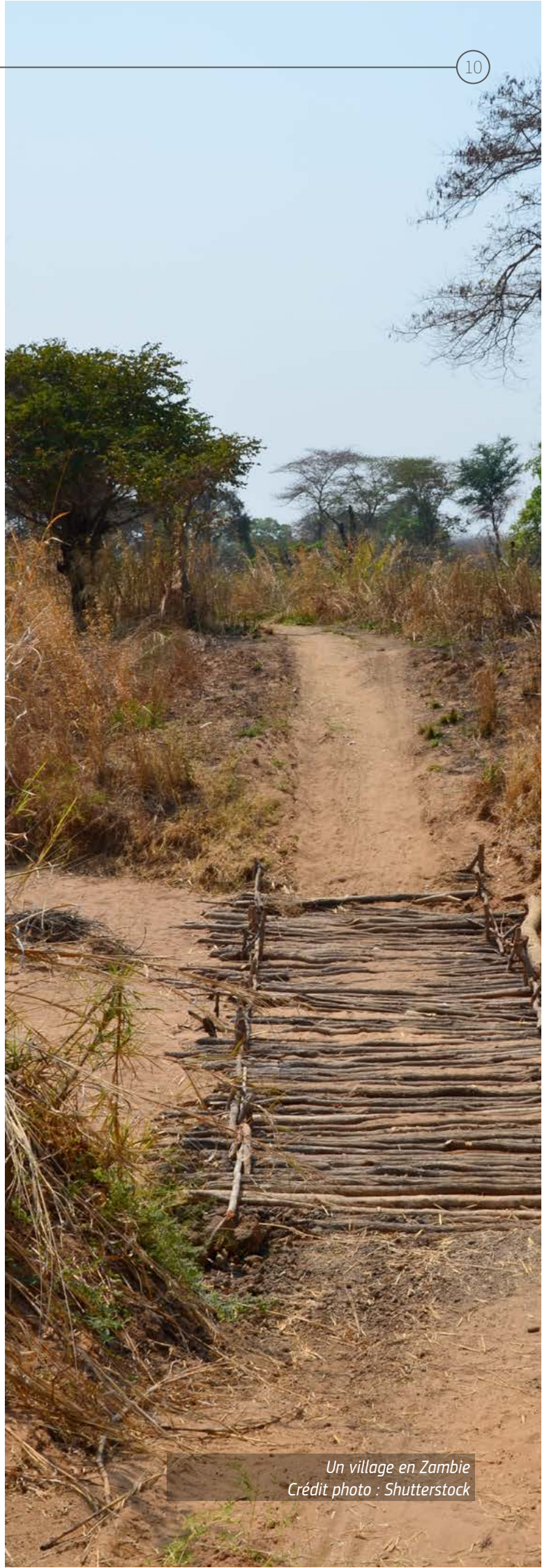
La **CEEAC** a concentré ses efforts sur des événements de dialogue politique, principalement par l'organisation de la **5e Plate-forme régionale de l'Afrique centrale sur la prévention des risques de catastrophes (PRC)** et de l'**Atelier de sensibilisation à la plate-forme nationale de prévention des risques de catastrophes du Cameroun**, qui tous deux se sont déroulés à Yaoundé au Cameroun, en décembre 2016. Suite à ces événements, une formation régionale de la CEEAC sur l'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) et le Cadre de relèvement post-catastrophe (DRF) a été organisée en avril 2017 à Libreville au Gabon, réunissant plus de 80 participants, en vue de renforcer les capacités des experts du Secrétariat de la CEEAC et des points focaux des États membres sur la gestion post-catastrophe, la préparation et le relèvement. La **réunion annuelle du Réseau des Parlementaires pour la Résilience aux Catastrophes en Afrique centrale (REPARC)** s'est également tenue en avril 2017 à Libreville, au cours de l'atelier de formation au PDNA/DRF mentionné ci-dessus. Dans le cadre de l'évaluation des risques régionaux de la CEEAC, des études préliminaires ont été effectuées portant sur le **système d'information de l'eau de la CEEAC** en vue d'établir un géo-portail pour les informations sur l'eau et sur les risques.

La **CEDEAO** a finalisé le **Plan d'action de prévention des risques de catastrophes pour 2015-30** à Accra au Ghana en octobre 2016. L'objectif du Plan d'action de PRC était de consolider les institutions responsables aux niveaux régional et national et de mobiliser une vaste coalition de partenaires afin de renforcer la résilience aux aléas et d'intégrer la PRC dans le développement durable. À l'issue d'un atelier de formation régional sur les évaluations des besoins post-catastrophe et sur la planification du relèvement, organisé en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la GFDRR en mars 2016 à Abuja au Nigeria, la CEDEAO a déployé son soutien aux formations au PDNA dans ses États membres. Par ailleurs, la CEDEAO a terminé le recrutement de deux consultants pour l'appui au dialogue politique régional et l'initiative régionale de gestion des inondations.

L'**IGAD** et sa nouvelle unité opérationnelle du programme de GRC ont organisé le lancement en février 2017 du programme R2 de l'IGAD à Addis-Abeba en Éthiopie en réunissant de multiples parties prenantes. L'IGAD a contribué par ailleurs à l'organisation de la **Conférence ministérielle sur la crise humanitaire causée par la sécheresse et les conflits dans la région de l'IGAD**, qui s'est tenue à Nairobi au Kenya en mars 2017. Une centaine de personnes ont participé à deux ateliers de formation nationaux sur l'évaluation des besoins post-catastrophe/le cadre de relèvement post-catastrophe (PDNA/DRF), l'un au Soudan en avril 2017 et l'autre en Tanzanie en mai 2017. Une assistance technique spécifique a été mise en place, par le recrutement d'un expert chargé d'élaborer le cadre régional de l'IGAD pour l'intégration de la GRC et de l'ACC dans le programme le secteur éducatif et le soutien à l'élaboration de la stratégie de GRC pour le Soudan. Un prestataire de service a également été mandaté pour travailler sur un projet pilote d'agriculture intelligente face au changement climatique dans une région du Kenya très touchée par le changement climat. Les activités sont en cours d'exécution.

Le Secrétariat de la **SADC** à Gaborone au Botswana a organisé des réunions en janvier 2017 pour faire progresser la préparation du projet de renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophe, dans le cadre du programme de la SADC relevant du R2. Il a finalisé également l'**établissement d'un programme de travail détaillé pour 2017**, s'appuyant sur une large consultation auprès des ministères et des divisions de divers secteurs afin d'en assurer la complémentarité avec les projets et programmes en cours. Un programme de collaboration universitaire régional pour le renforcement des capacités sur la GRC et l'appui aux politiques publiques dans ce domaine dans la région de la SADC a été lancé en 2017. Il est destiné à soutenir les travaux de recherche sur les politiques et la gouvernance sur le plan régional, ainsi qu'à dispenser des ateliers de formation et de renforcement des capacités pour les professionnels de la région.

En juin 2017, le programme R2 a **dispensé des formations ou a invité à des conférences près de 500 personnes**, incluant une centaine de femmes.



Un village en Zambie
Crédit photo : Shutterstock

4. VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS

Les activités au titre du Programme R2 sont élaborées dans le cadre des piliers suivants :

Renforcement des capacités

Renforcement des capacités l'identification et l'évaluation des risques

Renforcement de la diffusion des contributions des parties prenantes régionales en appui d'un système national d'alerte précoce adoptant une approche multi-aléas

Soutien aux capacités de coordination des interventions post-catastrophe et de la planification du relèvement au sein des CER

Renforcement de la base de connaissances sur la gestion des risques de catastrophes

4.1. Activités à l'échelle du programme et coordination avec les autres résultats

Les activités du Résultat 2 à l'échelle du programme contribuent à renforcer la coordination régulière entre les partenaires de développement et plus particulièrement avec les quatre autres Résultats du programme global Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne.

Le programme R2 a financé la participation de représentants des CER à des événements internationaux tels que la **COP22** à Marrakech en novembre 2016, la **Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe** à Cancun en mai 2017 et la **3e édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction** à Bruxelles en juin 2017.

Le renforcement de la coordination entre la GFDRR et les partenaires en charge de la mise en œuvre du Résultat 1 (CUA et UNISDR), du Résultat 3 (BAfD) et du Résultat 4 (UNISDR) a également été opéré :

- La **seconde réunion du Comité de pilotage** du Programme Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne qui s'est tenue à Livingstone, en Zambie, le 27 octobre 2016, en marge de la **9e réunion du Groupe de travail Afrique** concernant la prévention des risques de catastrophes (GTA sur la PRC) (25-26 octobre 2016). L'équipe de la Banque mondiale a présenté l'état de mise en œuvre de ses travaux sur l'amélioration de la coordination et des capacités de PRC des CER. Les partenaires en charge de la mise en œuvre se sont mis d'accord sur plusieurs actions axées sur l'intensification de la stratégie de communication du programme et le renforcement de la coordination entre les activités mises en œuvre par les partenaires des cinq Résultats.

- La **10e session du Groupe de travail Afrique sur la PRC** qui a eu lieu à Addis-Abeba en Éthiopie en mars 2017 était la première à se tenir depuis l'approbation de la Déclaration de Maurice et du Programme d'action pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique au sommet de l'Union africaine qui avait eu lieu en janvier 2017. Les discussions ont porté essentiellement sur l'examen des progrès réalisés dans le domaine de la PRC en Afrique dans le contexte du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes depuis la 9 e session du GTA qui s'était tenue en octobre 2016 à Livingstone en Zambie. Elles ont également abouti à l'élaboration de la Position commune de l'Afrique, qui a été présentée à la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe de 2017 à Cancun.

- La **troisième réunion du Comité de pilotage** du Programme Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne a eu lieu à Addis-Abeba le 9 mars 2017, en marge de la 10 e session du GTA sur la PRC. Cette réunion a été l'occasion de faire le point sur l'avancement des activités au titre des différents Résultats. L'équipe de la Banque mondiale a présenté l'état de mise en œuvre de ses travaux dans le domaine du programme de la gestion des risques de catastrophe des CER africaines (Résultat 2) et de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique (Résultat 5).

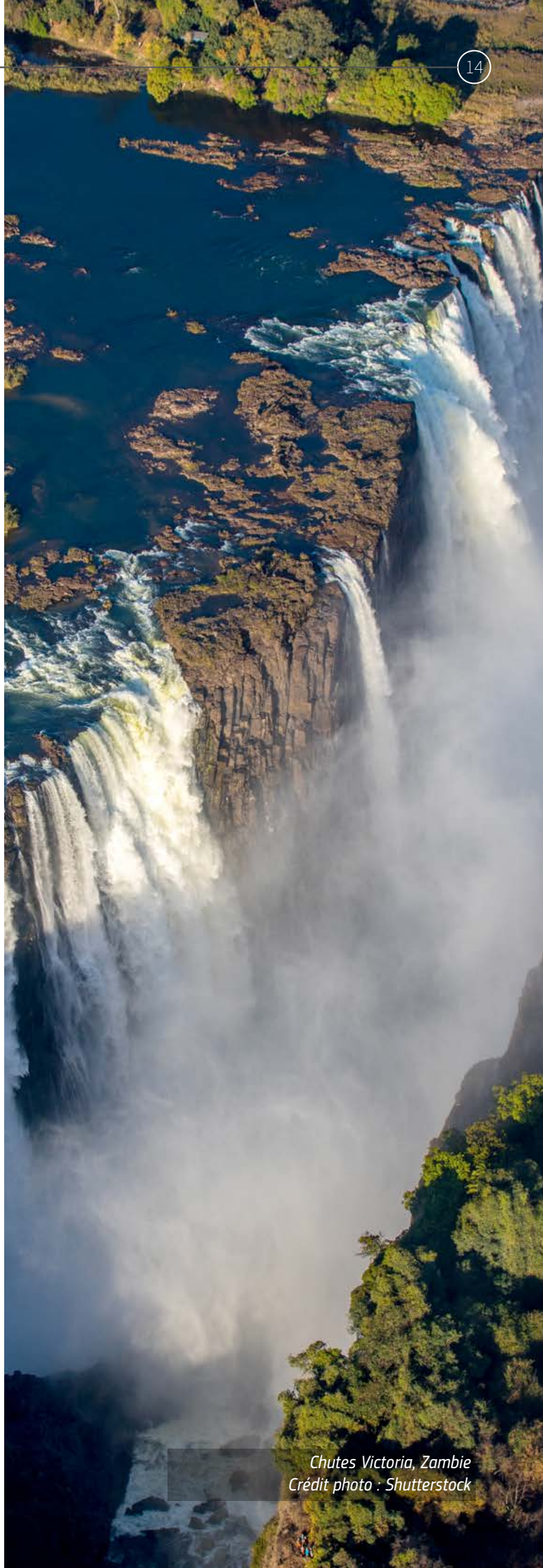
3e réunion du Comité de pilotage d'Addis Abeba, mars 2017
Crédit photo : Banque mondiale

Partage des connaissances

Les activités à l'échelle du programme R2 sur les réunions concernant le partage des connaissances et la coordination qui ont eu lieu au cours de la période visée par le rapport sont les suivantes :

La réunion **Tirer parti du potentiel de coopération régionale pour la résilience aux catastrophes** a eu lieu en novembre 2016 lors de la 6 e plate-forme régionale africaine sur la GRC qui s'est tenue à Maurice . Cette session était composée de deux principaux volets : un tour d'horizon rapide sur les réalisations de chaque REC, les principaux défis et possibilités en matière de prévention des risques de catastrophes par leurs points focaux en GRC, ainsi qu'un panel de discussion composé des hauts représentants des CER, à savoir Dr. Fatimata Dia Sow, Commissaire chargée des affaires sociales et du genre au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Dr. Solomon J. Muchina Munyua, Directeur du Centre pour le développement des zones pastorales et de l'élevage de l'IGAD (ICPALD), M. Jorge Cardoso, Directeur de l'Organe de coopération en matière de politique, défense et sécurité (SADC). Les membres du panel ont concentré leurs efforts sur leur rôle et leur vision d'un programme de PRC à la fois fort et inclusif pour 2030. La session a eu un écho important, en réunissant plus de 70 participants issus de parties prenantes nationales, d'organisations internationales et régionales et d'ONG. Les participants ont porté leur attention sur les cinq grands enjeux suivants :

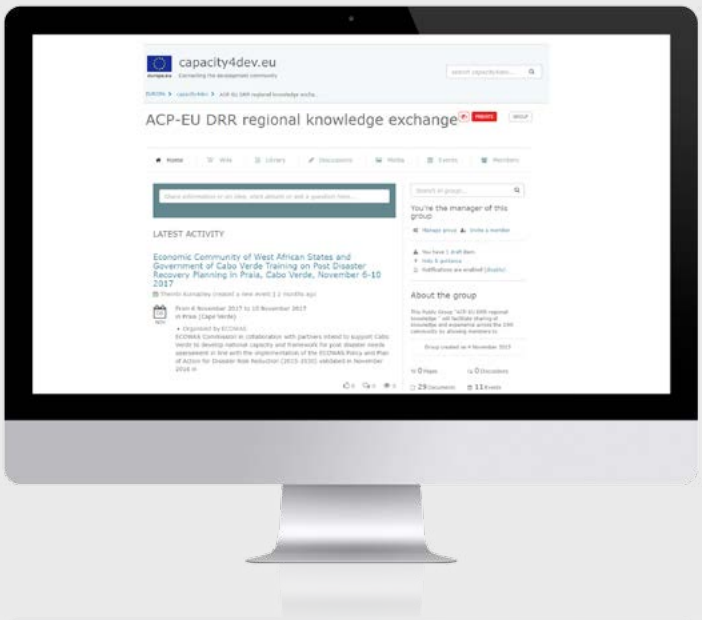
- le rôle essentiel de la participation politique des États membres, ainsi que l'harmonisation des différentes approches pour la GRC tant en terme de gestion qu'en ce qui concerne les actions à mener,
- l'enjeu majeur de la mobilisation des fonds et l'importance que les pays fassent preuve de leadership dans ce domaine et financent leurs propres mécanismes de prévention et de préparation,
- le rôle essentiel du système d'information pour la prévention et pour la prise d'actions anticipées, s'accompagnant toutefois du constat de manque de données,
- la longueur relative de l'établissement du cadre stratégique juridique nécessaire et
- le véritable enjeu que constitue le renforcement des capacités ainsi que la nécessité de cibler également les parties prenantes au niveau local et sous-national.



Chutes Victoria, Zambie
Crédit photo : Shutterstock

Atelier de formation Tirer parti du potentiel de la coopération régionale pour la résilience aux catastrophes qui s'est déroulé à Maurice en novembre 2016.

Une **réunion de coordination** s'est tenue en juin 2017 en marge de la Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction à Bruxelles pour faire le point des progrès accomplis, discuter des opportunités et des défis, établir les priorités et les objectifs et insister sur les aspects de coordination et de communication. Des représentants de la CEEAC, de l'IGAD et de la SADC ont présenté l'état de mise en œuvre de leur programme de travail respectif, avec les grands défis et les priorités pour les mois à venir. Un représentant de la CEDEAO s'est joint à eux par audio-conférence pour présenter l'état de mise en œuvre du projet le concernant.



La **plate-forme régionale ACP-UE d'échange de connaissances sur la PRC** a été lancée en août 2016 en vue de poursuivre les échanges entre les organisations régionales des pays ACP entamés dans le cadre du 9e Programme de PRC du Fonds européen de développement. Cette plate-forme vise à partager les connaissances entre les six sous-régions ACP et est exclusivement réservée aux points focaux régionaux de PRC dans les CER africaines, et aux organisations régionales dans les Caraïbes et le Pacifique, à savoir la CEEAC, la CEDEAO, l'IGAD, la SADC, la CDEMA et le SPC.[5]

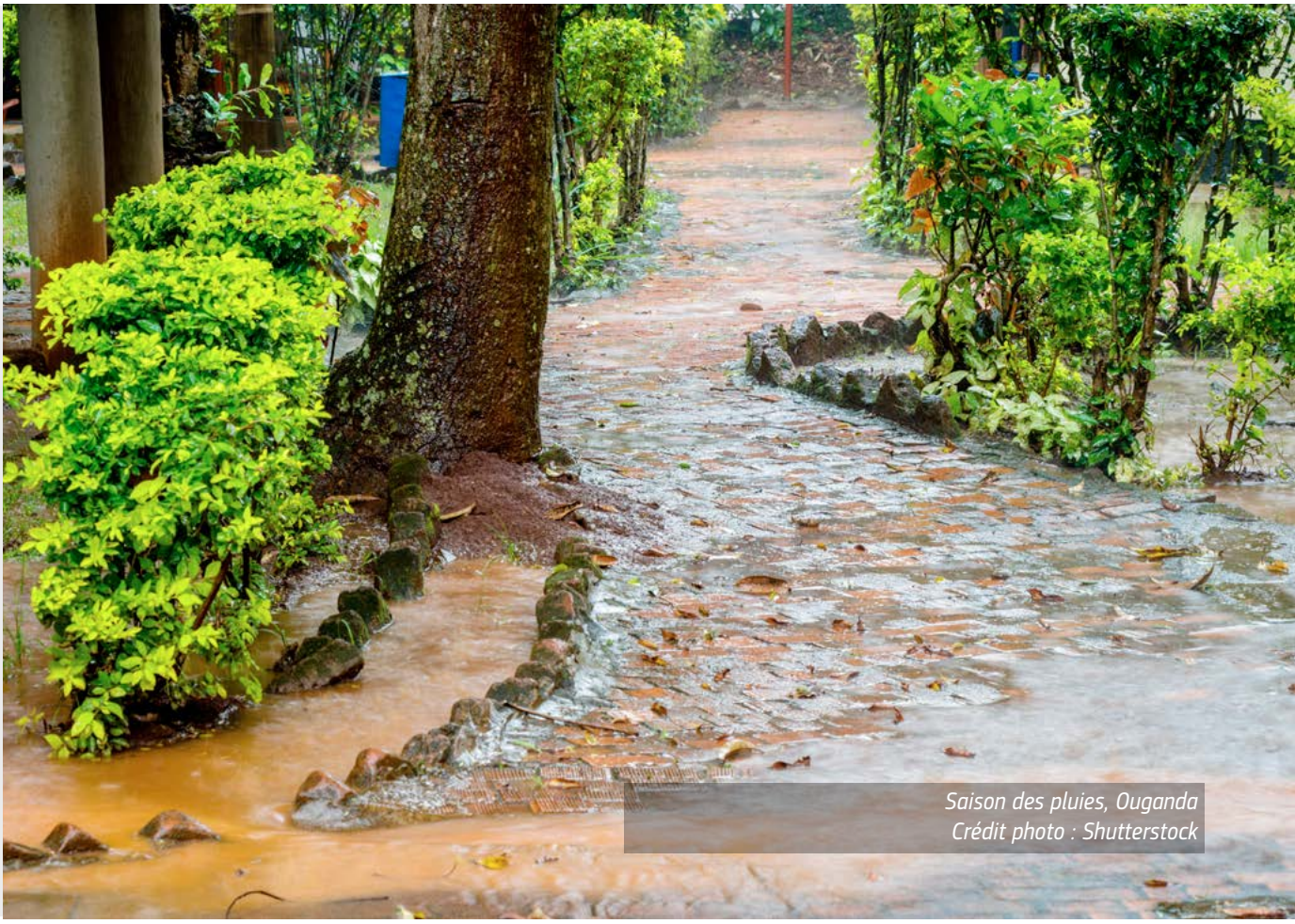
Ce groupe privé est hébergé sur le site de Capacity4DEV (Capacités pour le développement), une initiative de la Commission européenne qui fournit une plate-forme ouverte portant sur la PRC (http://capacity4dev.ec.europa.eu/drr-acp/), ainsi que sur beaucoup d'autres problématiques globales du développement soutenues par l'Union européenne. Il facilite le partage de connaissances et d'expériences dans l'ensemble des communautés régionales de la PRC en permettant à ses membres de publier et d'échanger facilement des documents, directives techniques, études, événements à venir et opinions. Cette plate-forme constitue également un espace pour des discussions ouvertes, libres et animées entre les parties prenantes.

[5] L'Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes (CDEMA) et le Secrétariat de la communauté du Pacifique (SPC).

La plate-forme du groupe régional ACP-UE d'échange de connaissances sur la PRC permet d'avoir accès à :

- un catalogue de documents sur les connaissances et les expériences en matière de GRC
- un calendrier actualisé sur les événements à venir
- un outil informel de partage des connaissances et de discussion.

Enfin, les représentants des CER ont assisté à la **« journée de réflexion » sur les leçons tirées des interventions post-catastrophe dans les pays ACP dans le cadre du programme ACP-UE de prévention des risques des catastrophes naturelles (NDRR)** organisée par la GFDRR, qui s'est tenue le 9 juin 2017 à la Maison des ACP à Bruxelles, aux lendemains de la Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction. Elle a permis aux représentants des CER de partager leurs expériences et de souligner l'importance d'informer les États membres sur le processus PDNA/DRF en amont des ateliers de formation pratique à proprement parler. (Pour plus de renseignements, veuillez visiter : https://www.gfdrr.org/acp-eu/focus-day-on-post-disaster-response-in-brussels)



Saison des pluies, Ouganda
Crédit photo : Shutterstock

4.2. CEEAC – Communauté économique des États de l'Afrique centrale

Contexte

La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), située à Libreville au Gabon, a pour mandat de promouvoir la coopération et l'intégration régionales de 11 États membres d'Afrique centrale,[6] couvrant une population de près de 174 millions d'habitants. Elle a également pour mission de diriger le dialogue politique général sur la PRC et le changement climatique dans ces pays. Néanmoins, en raison des différents conflits qui sévissent dans la région ces dernières années, la CEEAC a surtout axé ses efforts autour de la collaboration régionale pour la paix et la stabilité dans la région, restant une difficulté majeure.

À la CEEAC, l'unité de gestion des risques de catastrophe (GRC) et d'adaptation au changement climatique (ACC) est incorporée dans le département de l'intégration physique, économique et monétaire (DIPEM). La PRC est l'un des 12 axes d'orientation stratégiques de la politique générale de la CEEAC en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles. Des réalisations importantes sur le plan de la GRC ont été accomplies en matière de politique ou sur les cadres stratégiques. Une politique générale a été adoptée en 2007 portant sur trois priorités stratégiques :

- l'évaluation et l'alerte rapide pour la gestion des catastrophes naturelles ou provoquées
- la lutte contre le changement climatique ; et
- la lutte contre la désertification, la sécheresse et la dégradation des sols.

Une stratégie régionale intitulée Stratégie régionale d'Afrique centrale pour la prévention des risques, la gestion des catastrophes et l'adaptation au changement climatique a été adoptée en juin 2012 par les ministres chargés de la PRC, en même temps qu'un cadre d'action pour la mise en œuvre de la stratégie régionale de la PRC.

Pour autant, de grands enjeux régionaux subsistent et nécessitent de s'y attaquer, qu'il s'agisse de l'identification des aléas et des vulnérabilités et des évaluations des risques sur le plan régional et national, de l'élaboration et de l'harmonisation des cadres juridiques de GRC, de l'amélioration de l'intégration de la PRC et de l'adaptation au changement climatique dans les politiques sectorielles, ou encore du renforcement des capacités dans le domaine des évaluations des besoins post-catastrophe.

www.ceeac-eccas.org

[6] Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et- Principe et Tchad.

Mise à jour sur les activités

La mise en œuvre du programme R2 de la CEEAC est axée autour de **quatre composantes clés** :

1 I le renforcement des connaissances régionales sur les aléas, les vulnérabilités et les risques par la cartographie des risques transfrontaliers ;

2 I le renforcement des capacités régionales et nationales en matière de PRC et d'ACC ;

3 I le renforcement du dialogue politique et de la législation sur la PRC et l'ACC ; et

4 I le renforcement des capacités régionales pour la réponse et les évaluations post-catastrophe et la planification de la reconstruction.

Une cinquième composante porte sur le renforcement des capacités techniques et administratives globales du Secrétariat de la CEEAC et la facilitation de la mise en œuvre du programme. Le soutien apporté à la CEEAC s'est présenté tout d'abord sous la forme d'un projet d'assistance technique[7], destiné à effectuer l'examen analytique complet des politiques et du dispositif institutionnel régissant la prévention des risques qui sont présents sur le plan national dans ses États membres, et à mieux comprendre le cadre institutionnel qui sous-tend les mécanismes nationaux d'alerte précoce. Une base de données régionale a été créée, réunissant des informations pour huit des onze États membres à partir des consultations nationales et régionales qui ont été réalisées au Cameroun, au Tchad, en République démocratique du Congo et au Gabon. À l'issue de cette première étape et dans le cadre de l'exercice d'évaluation des risques régionaux de la CEEAC, des études préliminaires ont été effectuées portant sur le système d'information de l'eau de la CEEAC en vue d'établir un géo-portail pour les informations sur l'eau et sur les risques.

Au cours de la période visée par le rapport, les activités suivantes ont été portées à mises en oeuvre :

En février 2017, une mission technique s'est concentrée sur l'aspect technique du projet et plus précisément sur

- l'évaluation de la mise en œuvre de sa première phase ;
- la finalisation du programme de travail pour 2017 qui comprend l'intégration du plan de travail du Résultat 2 dans le plan de travail régional de la CEEAC ;
- le lancement de l'évaluation des systèmes d'information géographique et d'information sur l'eau de la CEEAC; et
- la rédaction des termes de référence pour l'évaluation des risques de la CEEAC. La mission s'est également attachée à aborder les aspects financiers et fiduciaires ainsi que les processus du projet avec la CEEAC.

Ferme rurale lors d'une saison aride au Kenya
Crédit photo : Shutterstock

[7] *Le projet Élaboration de mesures de prévention des risques, de préparation aux catastrophes et d'intervention en Afrique centrale, financé par le Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles géré par la GFDRR.*

1 | Identification des aléas/vulnérabilités et évaluation des risques

Dans le cadre de l'**évaluation régionale des risques** prévue de la CEEAC, des études préliminaires ont été entreprises au sujet du système d'information de l'eau de la CEEAC en vue d'envisager la création d'un géo-portail d'information pour l'eau et d'informations sur les risques. Celles-ci ont comporté deux activités : (i) une mission d'experts de la CEEAC qui s'est déroulée du 5 au 13 novembre à Tunis en vue de rapatrier le système d'information sur l'eau et ses composantes associées au siège de la CEEAC à Libreville ; et (ii) une mission de consultants, qui s'est déroulée du 1 er au 10 février au siège de la CEEAC en vue d'évaluer le système d'information sur l'eau et le SIG de la CEEAC et de rédiger les termes de référence pour le recrutement d'une société chargée d'effectuer l'évaluation régionale des risques. Les TdR seront finalisés à l'automne en vue de procéder au lancement de l'étude.

2 | Renforcement des capacités visant l'intégration de la PRC et de l'ACC

Un atelier de sensibilisation de la plate-forme nationale du Cameroun sur la PRC s'est tenu à Yaoundé entre le 19 et le 23 décembre 2016. Plus d'une quarantaine de participants issus de ministères sectoriels, d'organismes publics, d'établissements de recherche et d'ONG ont participé à l'atelier de formation et de sensibilisation pour la plate-forme nationale du Cameroun sur la PRC organisé par la CEEAC. L'objectif de l'atelier était de faciliter le fonctionnement efficace du cadre de coordination et de dialogue créé officiellement en septembre 2010. L'atelier a présenté un aperçu des concepts de PRC et de résilience, ainsi que des stratégies et des outils de PRC aux niveaux régional et international. Il a également permis aux participants de discuter des processus et des mécanismes de dialogue et de coordination mis en place pour la PRC et l'ACC. Les recommandations finales émises par les participants préconisaient de renforcer l'opérationnalisation et l'efficacité de la plate-forme nationale.

Atelier de la plate-forme nationale du Cameroun sur la PRC, à Yaoundé au Cameroun, décembre 2016

Le coordinateur de la GRC de la CEEAC a participé à une **formation sur les aspects fondamentaux des systèmes d'Information Géographique (SIG)** (cartographie et analyse spatiale) en avril 2017. Cette formation a pour objectif de jouer un rôle important dans le cadre du projet de cartographie des risques régionaux, de gestion des bases de données et de simulation d'un système d'alerte précoce ainsi que des plans d'urgence.

Enfin, la **stratégie régionale PRC/ACC** révisée intégrant les priorités du cadre de Sendai a été traduite en anglais, en portugais et en espagnol pour répondre à la diversité linguistique de la CEEAC.

3 | Dialogue sur l'action à mener et la législation en matière de PRC et d'ACC

Le **Programme R2 de la CEEAC** vise aussi à renforcer les capacités nationales autour des concepts clés et des politiques sur la prévention des risques de catastrophes concernant l'identification des risques, la préparation et les interventions en cas de catastrophe, et la promotion de mécanismes nationaux de coordination. Le projet facilite un dialogue politique de haut niveau sur la prévention des risques de catastrophes en Afrique centrale avec des parlementaires et des décideurs. A ce titre, l'équipe du projet à organiser plusieurs rencontres facilitant le dialogue politique.

La **5e session de la plate-forme régionale africaine pour la PRC**, réunissant également les points focaux nationaux spécialistes du climat, les points focaux nationaux spécialistes de l'eau et de la météorologie, s'est tenue à Yaoundé au Cameroun (du 12 au 17 décembre 2016). Les objectifs de la 5e session étaient les suivants :

- examiner l'engagement des États membres de la CEEAC à mettre en œuvre les actions prioritaires de Sendai ;
- présenter la base de données sur l'eau et le système d'information géographique de la CEEAC et l'évaluation des risques régionaux à venir ;
- valider la base de données des cadres institutionnels des États membres ;
- partager les résultats de la 6e plate-forme régionale africaine qui s'est déroulée en novembre 2016 à Maurice ;
- faire le point sur la mise en œuvre du centre climatique régional.

Cette session doit son succès au fait d'avoir réuni pour la première des points focaux spécialistes de différents sujets et de favoriser la consolidation des liens entre les représentants des pays, ce qui souligne bien la pertinence du partage d'informations et d'expériences. Elle s'est conclue par la définition d'une vision commune d'un développement résilient pour l'avenir. La session a rassemblé une soixantaine de participants composés de points focaux nationaux spécialistes de la PRC, du changement climatique, de la météo et de l'eau, des ONG (en particulier des groupes de femmes et de jeunes), des parlementaires, l'Union africaine, la FICR et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Dix États membres y étaient représentés sur les 11.

5e session de la plate-forme régionale africaine pour la PRC à Yaoundé, Cameroun, en décembre 2016

Une mission de préparation l'unité GRC/CCA de la CEEAC a eu lieu à Brazzaville, en République du Congo, en juin 2017, en vue d'organiser la future 6e plate-forme régionale africaine pour la PRC et la troisième Conférence ministérielle sur la prévention des risques de catastrophes qui se tiendra à Brazzaville en octobre 2017. Ces rencontres de haut niveau seront organisées conjointement avec l'UNISDR dans le cadre de la coordination étroite des activités sur la mise en œuvre des politiques régionales et du cadre de Sendai pour la PRC.

La réunion annuelle du **Réseau des Parlementaires pour la Résilience aux Catastrophes en Afrique centrale (REPARC)** a eu lieu en avril 2016 à Libreville, au cours de l'atelier de formation au PDNA/DRF (voir la section suivante). Les parlementaires ont révisé et validé leur feuille de route et ont échangé sur leurs progrès et difficultés respectifs en matière de plaidoyer et de réglementation au niveau national. Ce type de rencontres contribue à la consolidation du réseau et à la cohérence des politiques et des stratégies de prévention des risques de catastrophes au niveau régional.

Enfin, l'unité de la CEEAC chargée de la prévention des risques de catastrophes/de l'adaptation au changement climatique (PRC/ACC) a participé à plusieurs conférences internationales telles que la COP 22 de la CCNUCC (novembre 2016 à Marrakech au Maroc), l'atelier de Coordination des parties prenantes régionales du Forum Hydromet (mai 2017 à Saly au Sénégal), la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes 2017 (mai 2017 à Cancun au Mexique), la troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction et la première Journée de réflexion ACP-UE sur les interventions post-catastrophe (juin 2017 à Bruxelles en Belgique). Ces rencontres ont été l'occasion de présenter aux parties prenantes et aux États membres de la CEEAC les activités effectuées au titre du Résultat 2 et de les informer des progrès réalisés par la CEEAC et de sa participation dans les domaines de GRC/ACC. Elles ont permis aussi à la CEEAC de renforcer ses connaissances et ses capacités en matière de résilience dans les domaines de la PRC/ACC et l'ont aidée à améliorer ses échanges et ses efforts de coordination sur des thèmes connexes (PRC/ACC/Hydrométéorologie). La participation de l'unité PRC/ACC à ces rencontres internationales a souligné l'importance d'échanger les leçons tirées et d'offrir des perspectives différentes d'autres régions du monde qui sont confrontées aux mêmes enjeux liés aux catastrophes naturelles.

Délégués du comité de pilotage de la CEEAC et d'Afrique centrale, Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes, mai 2017, à Cancun au Mexique.

4 | Renforcement de la capacité régionale pour la réponse et les évaluations post-catastrophe et la planification de la reconstruction

La **formation régionale de la CEEAC à l'évaluation des besoins post-catastrophe et au cadre de relèvement post-catastrophe (PDNA/DRF)** a été l'occasion pour 84 personnes de renforcer leurs capacités en matière de gestion post-catastrophe, de préparation et de relèvement. Cet atelier de formation s'est déroulé en avril 2017 à Libreville au Gabon, en vue de renforcer les capacités des experts du Secrétariat de la CEEAC et des points focaux des États membres. L'atelier a été non seulement une occasion de formation pour les participants, mais la garantie aussi d'établir une base commune de compétences au sein de la région, essentielle en cas de déclenchement de catastrophe naturelle transfrontalière.

Cette formation s'est effectuée dans le cadre de l'accord tripartite conclu entre la Banque mondiale, l'UE et le groupe de développement des Nations Unies. Des spécialistes de l'Union européenne et du PNUD se sont également joints à l'équipe de formateurs. Au total, 84 participants (dont 19 femmes) ont assisté à la formation, comprenant des spécialistes sectoriels du Secrétariat de la CEEAC, des points focaux des 11 États membres, des représentants des autorités locales, les parlementaires du Réseau des Parlementaires de l'Afrique centrale pour la PRC (REPARC), des spécialistes de la GRC, ainsi que des statisticiens, des météorologues, des hydrologues, des climatologues et des experts agricoles, juridiques, environnementaux, de l'éducation et de la santé. À l'issue de la formation, les participants ont recommandé la poursuite des améliorations à porter aux stratégies de GRC et de relèvement tant sur le plan régional que national.

Les prochaines étapes attendues du programme sont le lancement de l'évaluation régionale des risques et l'appui au Secrétariat de la CEEAC à la mise en œuvre de la subvention pour le projet qui sera mis en œuvre directement par le Secrétariat.

Formation régionale de la CEEAC à l'évaluation des besoins post-catastrophe et au cadre de relèvement post-catastrophe (PDNA/DRF), en avril 2017 à Libreville au Gabon.

4.3. CEDEAO - Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

Contexte

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), située à Abuja au Nigeria, a pour mandat de promouvoir la coopération et l'intégration régionales de 15 États membres d'Afrique de l'Ouest[8], couvrant une population de près de 320 millions d'habitants. Elle dispose également du mandat et du pouvoir de mobilisation des ressources pour diriger le dialogue politique général sur la PRC et les affaires humanitaires dans ces pays. À la CEDEAO, le programme de PRC relève de la Direction des affaires humanitaires et sociales, sous la direction générale de la Commissaire chargée des affaires sociales et du genre.

En 2007, les chefs d'État de la CEDEAO ont adopté la politique régionale pour la PRC et son plan d'action couvrant les années 2010-15. La CEDEAO a depuis intensifié ses efforts portant sur le renforcement des connaissances concernant l'identification des risques, sur le partage de données et d'informations entre États membres, sur la fourniture d'orientations aux plateformes nationales. Elle a également établi un mécanisme de secours humanitaires d'urgence qui a été utilisé en 2009 et 2010.

www.ecowas.int

Mise à jour sur les activités

Le **Programme R2 de la CEDEAO** est axé autour de **quatre composantes** :

1 | le renforcement des politiques et des institutions de GRC aux niveaux national et régional ;

2 | le renforcement des capacités régionales de gestion des inondations ;

3 | l'amélioration de la planification régionale de relèvement post-catastrophe ; et

4 | le renforcement et la coordination des capacités.

Le Cadre de Sendai pour la PRC de 2015-2030 constitue la feuille de route internationale pour les actions à mener dans ce domaine. Le Programme R2 s'est attaché à donner son appui à la CEDEAO à la préparation, à la création et à la mise en place d'un nouveau plan d'action de PRC pour 2015-2030. Le Programme a également soutenu l'unité PRC de la CEDEAO à la mise en œuvre de la subvention du projet mis en œuvre directement par la CEDEAO par le recrutement de consultants et en facilitant la participation d'experts de la CEDEAO à diverses réunions régionales et internationales. Depuis juillet 2015, le Programme travaille aussi à l'établissement d'une politique régionale de gestion des inondations.

[8] *Bénin, Burkina, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.*

Les activités qui ont eu lieu au cours de l'exercice sont les suivantes:

1 | Politiques et institutions de GRC au plan national et régional

Le Plan d'action de PRC de la CEDEAO pour 2015-2030 a été validé lors d'un **atelier de consultation régionale** qui s'est tenu les 18 et 19 octobre 2016, à Accra au Ghana. Une cinquantaine d'experts ont participé à l'atelier, issus principalement d'organismes nationaux de GRC, des services hydrométéorologiques, d'organismes des Nations Unies, d'organisations régionales et de la CEDEAO. Les objectifs de l'atelier étaient les suivants : (i) examiner, valider et adopter le plan d'action de PRC d'Afrique de l'Ouest aligné sur le Cadre de Sendai de 2015 en matière de PRC ; et (ii) superviser la mise en œuvre du projet de la CEDEAO de Renforcement de la coordination et des capacités en matière de conseil à la planification et aux politiques dans le domaine de la PRC, financé dans le cadre du Programme R2.

Lors de l'atelier, le **Plan d'action de PRC de la CEDEAO pour 2015-2030** a été validé et adopté par les États membres de la CEDEAO en vue de consolider les institutions nécessaires aux niveaux régional et national et de mobiliser une vaste coalition de partenaires afin de renforcer la résilience aux aléas et d'intégrer la PRC dans le développement durable. Ce Plan d'action a été élaboré en vue d'accélérer les mesures prises et d'inciter des engagements d'intensification des efforts visant à faire évoluer et à ajuster le rôle et les responsabilités de la CEDEAO afin de mieux faire face à des scénarios sur les risques compliqués et en évolution, tels que mis en évidence par le Cadre de Sendai pour l'action (2015-2030) et le Programme d'action de l'Union africaine sur la PRC. Le Plan d'action de PRC de la CEDEAO pour 2015-2030 a accordé une attention particulière à son alignement étroit sur la politique du genre de la CEDEAO et il intègre des actions ciblées sur le genre.

Le Plan d'action de PRC de la CEDEAO pour 2015-2030 tel que publié par la CEDEAO en décembre 2016

Atelier de validation pour le Plan d'action de PRC de la CEDEAO pour 2015-2030 en octobre à Accra, au Ghana

Habitation inondée au lac Baringo, Kenya
Crédit photo : Shutterstock

2 | Renforcement des capacités régionales de gestion des inondations

Les autres activités mises en œuvre par la CEDEAO comportaient également une stratégie régionale et un plan d'action dédié à la gestion des inondations en Afrique de l'Ouest, avec l'élaboration d'un plan d'action régional de gestion des inondations et d'un rapport régional actualisé sur les inondations transfrontalières.

3 | Amélioration de la planification régionale du relèvement post catastrophe

Suite au succès de l'atelier de formation régional destiné à des délégués des États membres de la CEDEAO de mars 2016 à Abuja au Nigeria qui a été organisé avec l'aide du PNUD et de la GFDRR sur les évaluations des besoins post-catastrophe et la planification du relèvement, la CEDEAO a déployé son soutien à l'organisation de formations sur la méthodologie PDNA au sein de ses États membres. Les premières formations nationales débuteront en juillet 2017 en Gambie et seront suivies par d'autres, notamment au Cap-Vert.

4 | Renforcement des capacités et coordination

Le projet a apporté son soutien à la CEDEAO à la mise en œuvre du projet mise en œuvre par la CEDEAO, notamment par le recrutement et la sélection de consultants pour le projet en vue de venir en aide à l'unité de PRC :

- un consultant pour le programme politique de prévention des risques de catastrophe, chargé de soutenir la Commission de la CEDEAO en consultation avec les États membres pour la mise en œuvre de la politique régionale de prévention des risques de catastrophe et du Plan d'action de PRC de la CEDEAO pour 2015-2030, ainsi que de développer et de tenir à jour un réseau d'experts spécialistes de la politique de PRC en Afrique de l'Ouest ;
- un consultant pour le programme de gestion des inondations, chargé d'apporter son soutien et un leadership à la Direction des affaires humanitaires et sociales, en collaboration avec d'autres ministères nationaux sectoriels (eau, environnement, agriculture) sur la gestion des inondations et l'établissement d'un observatoire des catastrophes de la CEDEAO, ainsi que d'élaborer un cadre stratégique pour la gestion régionale des inondations.

Les prochaines étapes attendues du programme sont le lancement et la consolidation de l'étude de la gestion régionale des inondations, ainsi que le lancement d'une collaboration universitaire pour accentuer le renforcement des capacités dans les pays de la région CEDEAO.

4.4. IGAD – Autorité intergouvernementale pour le développement (Afrique de l'Est)

Contexte

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), située à Djibouti, en République de Djibouti, a pour mandat de promouvoir la coopération, le développement et le contrôle des sécheresses sur le plan régional dans huit États membres d'Afrique de l'Est[9] , couvrant une population d'environ 250 millions d'habitants. Son mandat est de diriger le dialogue politique général sur la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, la paix et les affaires humanitaires dans ces pays. L'unité de GRC de l'IGAD est abritée au Centre de prédiction et d'application climatique de l'IGAD (ICPAC), à Nairobi au Kenya.

Au fil des années, avec la participation et l'implication actives de ses États membres ainsi que des organisations et institutions régionales et internationales concernées, le Secrétariat de l'IGAD a élaboré une stratégie de gestion des catastrophes et a compilé un programme complet de GRC. Le Conseil des ministres de l'IGAD a approuvé le Programme de GRC pour la région de l'IGAD en 2004 et a chargé le Secrétariat de sa mise en œuvre. Avec l'appui du Secrétariat et de ses partenaires, les États membres de l'IGAD ont fait des progrès encourageants pour porter à exécution ce programme régional de GRC en mettant en place des mécanismes appropriés et notamment des politiques, des plans, des cadres institutionnels et des capacités. Malgré ces progrès, il subsiste une multitude de lacunes et de difficultés qui entravent la réalisation de la GRC. À cet égard, une politique complète sur la GRC s'impose qui va de l'avant, harmonise les politiques et les actions, favorise des initiatives de collaboration régionale, prend des initiatives d'intégration des mesures de GRC et d'ACC, et renforce les capacités institutionnelles.

www.igad.int

[9] *Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Ouganda.*

Mise à jour sur les activités

Le **Programme R2 de l'IGAD** comprend **trois composantes clés**: (i) le renforcement des capacités de l'IGAD à diriger le programme de GRC et d'ACC de la région, et de celles des États membres à porter à exécution des interventions de GRC et d'ACC en vue d'améliorer la résilience aux aléas naturels ; (ii) le renforcement des capacités de coordination de la gestion des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique dans la région de l'IGAD ; et (iii) le renforcement des capacités techniques et de mise en œuvre de l'unité de gestion des risques de catastrophe du Centre de prédiction et d'application climatique (ICPAC). Le projet est mis en œuvre par l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'IGAD, par l'intermédiaire de l'ICPAC.

Depuis la signature de l'accord de subvention en novembre 2015, l'équipe de l'IGAD travaille à l'établissement de l'unité de gestion de projet (UGP), qu'il est prévu de baser au Centre de prédiction et d'application climatique de l'IGAD (IGAD/ICPAC) à Nairobi au Kenya. Les activités préparatoires liées aux achats et à la dotation en personnel de l'UGP ont été menées en vue de renforcer les capacités techniques et de mise en œuvre de l'unité de gestion des risques de catastrophe de l'IGAD.

Les activités lancées et achevées au cours de l'exercice sont les suivantes :

Renforcement des capacités de l'IGAD à diriger le programme de GRC et d'ACC de la région, et de celles des États membres à mettre en œuvre des activités de GRC et d'ACC en vue d'améliorer la résilience aux aléas naturels

L'unité de gestion de projet (UGP) a organisé et facilité la participation de son personnel et du personnel concerné de l'IGAD/l'ICPAC à échanger et à participer à des rencontres portant sur les problématiques de la GRC et de l'ACC sur les plans régional et international. La première activité a consisté à organiser l'atelier de lancement du projet en février 2017, immédiatement après la réunion du Comité consultatif technique de l'IGAD sur la GRC.

La réunion du Comité consultatif technique de l'IGAD sur la GRC s'est déroulée les 8-9 février 2017 à Addis-Abeba en Éthiopie. Cette réunion a été l'occasion de donner un aperçu du programme de GRC de l'IGAD dans la région. Elle a donné lieu également à une présentation sur le projet Résultat 2 de l'IGAD de renforcement de la résilience aux catastrophes par la gestion des risques et l'adaptation au changement climatique (https://goo.gl/KHSOUj), ainsi qu'à une présentation de l'étude finale sur les effets du phénomène El-Niño sur la période 2015/2016 dans les pays de l'IGAD.

Ces activités ont également compris :

- deux forums trimestriels de l'ICPAC sur les perspectives climatiques, le premier en février et le deuxième en mai 2017 ;
- la participation au Forum mondial sur la réduction des risques de catastrophes de Cancun en mai 2017 ;
- la participation à la troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction ainsi qu'à la journée de réflexion sur le PDNA qui s'est tenue en juin 2017 à la Maison des ACP à Bruxelles en marge de la conférence.

Au sein de cette composante, deux autres activités ont également été lancées :

a/ Élaboration de politiques et stratégies de GRC et d'ACC intégrées des membres de l'IGAD

L'assistance technique a été renforcée par le recrutement de consultants chargés d'apporter un soutien à l'élaboration de la stratégie de GRC pour le Soudan.

b/ Appui à l'opérationnalisation du fonds d'intervention en cas de catastrophe (IDRF) de l'IGAD

Au titre de cette composante, des activités préparatoires ont été menées pour appuyer l'opérationnalisation du Fonds d'intervention en cas de catastrophe (IDRF) de l'IGAD. Le processus de recrutement d'un assistant technique principal pour prendre en charge cette activité a commencé avec la rédaction de ses termes de référence.

Renforcement des capacités de coordination de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique dans la région de l'IGAD

Au cours de la période visée par le rapport, le renforcement des capacités institutionnelles de GRC et d'ACC de l'IGAD et de ses États membres s'est axé sur les trois principales activités suivantes :

a/ Formations aux évaluations des besoins post-catastrophe et au cadre de relèvement post-catastrophe

Deux ateliers de formation ont eu lieu, l'un au Soudan en avril 2017 et l'autre en Tanzanie en mai. Plus de 80 personnes ont participé à ces ateliers organisés conjointement par l'IGAD/l'ICPAC et les organismes de GRC des pays bénéficiaires avec l'aide de formateurs mobilisés par la Banque mondiale/ GFDRR. Ces formations s'adressaient à des agents de la fonction publique ainsi qu'à du personnel du secteur privé. Des ateliers de formation de suivi, dirigés par des experts publics sélectionnés formés lors des ateliers initiaux, ont eu lieu en vue d'ouvrir la voie à un modèle durable sous la houlette des pouvoirs publics en vue de renforcer les capacités.

b/ Intégration de la GRC et de l'ACC dans les programmes scolaires

Un consultant a été recruté pour l'élaboration d'un cadre régional de l'IGAD pour l'intégration de la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique dans le programme du secteur de l'éducation. La version finale du document-cadre pour l'intégration de la GRC et de l'ACC dans les programmes scolaires devrait être prête d'ici la fin de 2017.

c/ Promotion de l'agriculture intelligente face au changement climatique

L'IGAD a engagé les services de la société de la Croix-Rouge du Kenya pendant six mois pour promouvoir des initiatives d'agriculture intelligente et d'adaptation au climat dans le cadre de ce projet pilote. Sa mise en œuvre a déjà commencé dans une région du Kenya fortement touchée par le changement climatique (comté de Garissa dans le nord-est du pays). Il est prévu qu'au terme des six mois soient posés les fondements de la résilience aux catastrophes au sein des communautés, par le recours à des mesures d'adaptation au changement climatique et la promotion de pratiques d'agriculture intelligente.

Renforcement des capacités techniques et de mise en œuvre de l'unité de gestion des risques de catastrophe de l'ICPAC

Au cours de la période visée par le rapport, l'unité de gestion du projet (UGP) a été mise en place, comprenant une équipe de six personnes composée comme suit : (a) le coordinateur du programme, (b) l'expert principal en GRC, (c) le responsable des achats, (c) l'expert en suivi et évaluation, (d) le responsable financier et (e) l'assistant administratif. Dans le même temps, tous les achats d'équipements de bureau, de logiciels financiers et d'autres équipements de bureau ont été effectués par l'intermédiaire de l'ICPAC.

4.5 SADC – Communauté de développement de l'Afrique australe

Contexte

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SDAC), située à Gaborone, au Botswana, a pour mandat de promouvoir la coopération, le développement et le contrôle des sécheresses sur le plan régional dans 15 États membres d'Afrique australe[10], couvrant une population d'environ 260 millions d'habitants. Son objectif est de réduire la pauvreté, de favoriser le développement socio-économique et de promouvoir la paix et la sécurité à travers la coopération et l'intégration régionale.

Au fil des ans, avec la participation et l'implication actives de ses États membres ainsi que des organisations et institutions régionales et internationales concernées, le Secrétariat de la SADC a élaboré une stratégie de gestion des catastrophes et a compilé un programme complet de GRC qui a été approuvé en 2008 par les chefs d'État et de gouvernement au Sommet de la SADC et en 2009 par le Conseil de la SADC. Devenue opérationnelle en novembre 2009, l'unité de PRC est chargée de la coordination des programmes régionaux de préparation et d'intervention aux catastrophes et aux aléas transfrontaliers et elle travaille en étroite collaboration avec le Centre de services climatologiques. Le programme de l'unité de PRC s'efforce de concrétiser la transition depuis une démarche de gestion des catastrophes à une démarche de gestion des risques en l'intégrant à l'ensemble des programmes et stratégies de développement nationaux.

www.sadc.int

Mise à jour sur les activités

Le Programme R2 de la SADC est axé sur les composantes suivantes :

- renforcement des capacités de la région à répondre aux risques d'inondations ;
- renforcement des capacités institutionnelles de GRC dans ses États membres ; et
- amélioration de l'accès aux connaissances et à l'expérience internationale pour faire progresser le programme GRC dans la région australe.

En janvier 2017, le Secrétariat de la SADC a organisé des réunions pour faire avancer la préparation du projet. Les discussions ont porté sur le programme de travail et le budget du projet ainsi que sur les modalités de mise en œuvre (gestion financière, modalités d'achats et détails sur les activités de la première phase du projet). Une vaste consultation a également été entreprise avec les ministères et directions de divers secteurs afin d'assurer la complémentarité avec les programmes et les projets en cours.

[10] *Afrique du Sud, Angola, Botswana, République Démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.*

En conséquence, le programme de la SADC a été affiné et dorénavant il sera porté à exécution à travers cinq composantes principales :

1 | renforcement des mécanismes institutionnels et de coordination de la préparation et des interventions en cas de catastrophe dans la région ;

2 | opérationnalisation des systèmes nationaux et régionaux d'information et de connaissance sur la PRC ;

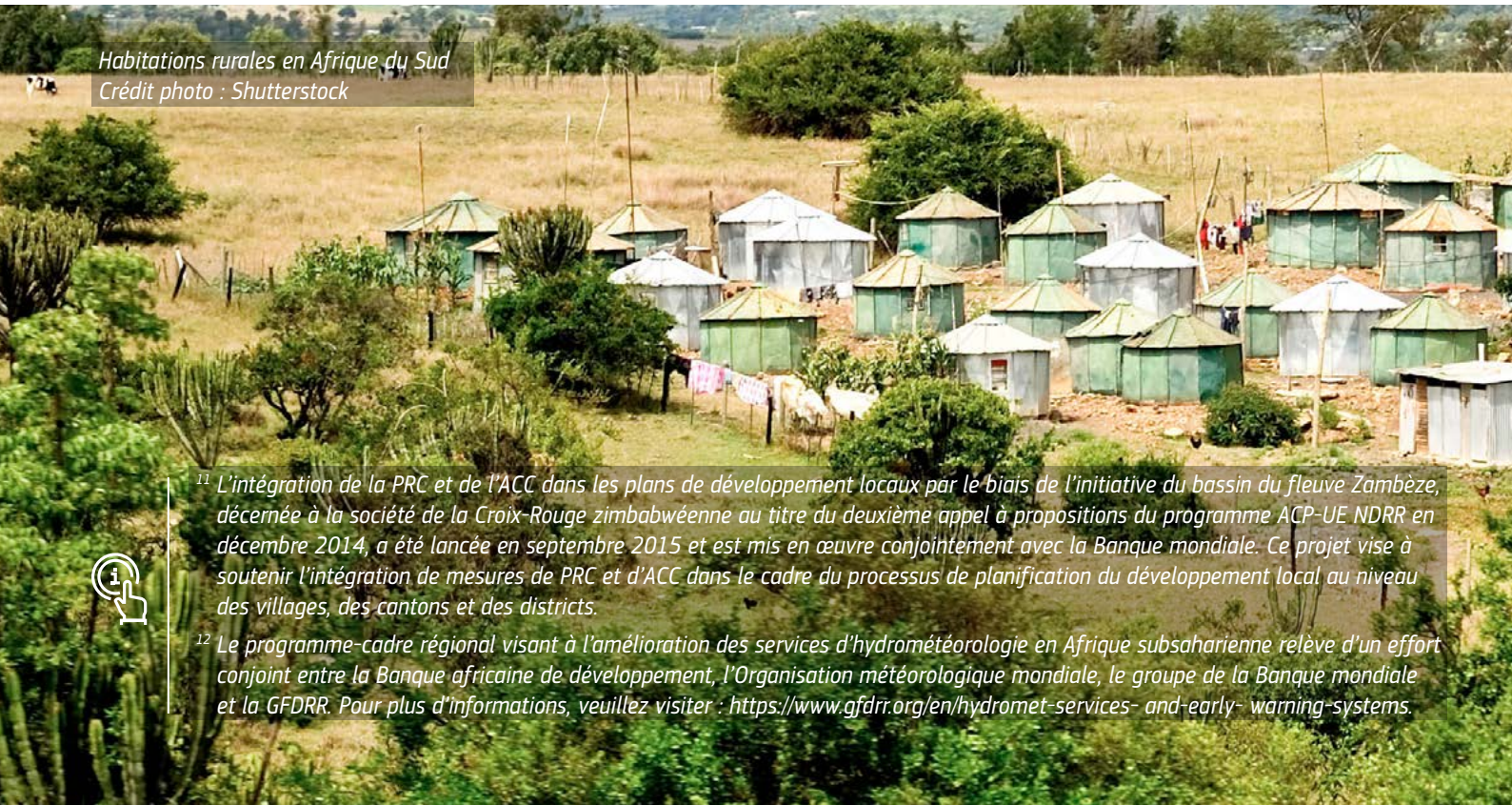
3 | renforcement du programme régional de plaidoyer sur les politiques et le renforcement des capacités de GRC ;

4 | renforcement de l'intégration de la GRC dans le plan et les stratégies de développement ; et

5 | renforcement des capacités de mise en œuvre et de coordination au Secrétariat de la SADC. L'accord de subvention devrait être signé en septembre ou octobre 2017.

Au titre de la troisième composante, un programme régional de collaboration universitaire pour le renforcement des capacités et le soutien stratégique dans la région de la SADC a été lancé en juin 2017, fournissant des capacités ponctuelles en matière de politiques publiques et de recherche sur un certain nombre d'enjeux de gouvernance essentiels à la PRC, tout en assurant le renforcement des capacités de professionnels des États membres.

Par ailleurs, des réunions de consultation ont été menées sur des initiatives régionales en Afrique australe, y compris le projet de renforcement de la résilience aux catastrophes et au climat dans les pays du bassin du fleuve Zambèze[11] et le programme d'hydrométéorologie en Afrique (« Africa Hydromet Program »).[12]



Habitations rurales en Afrique du Sud
Crédit photo : Shutterstock

[11] L'intégration de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement locaux par le biais de l'initiative du bassin du fleuve Zambèze, décernée à la société de la Croix-Rouge zimbabwéenne au titre du deuxième appel à propositions du programme ACP-UE NDRR en décembre 2014, a été lancée en septembre 2015 et est mis en œuvre conjointement avec la Banque mondiale. Ce projet vise à soutenir l'intégration de mesures de PRC et d'ACC dans le cadre du processus de planification du développement local au niveau des villages, des cantons et des districts.

[12] Le programme-cadre régional visant à l'amélioration des services d'hydrométéorologie en Afrique subsaharienne relève d'un effort conjoint entre la Banque africaine de développement, l'Organisation météorologique mondiale, le groupe de la Banque mondiale et la GFDRR. Pour plus d'informations, veuillez visiter : https://www.gfdrr.org/en/hydromet-services- and-early- warning-systems.

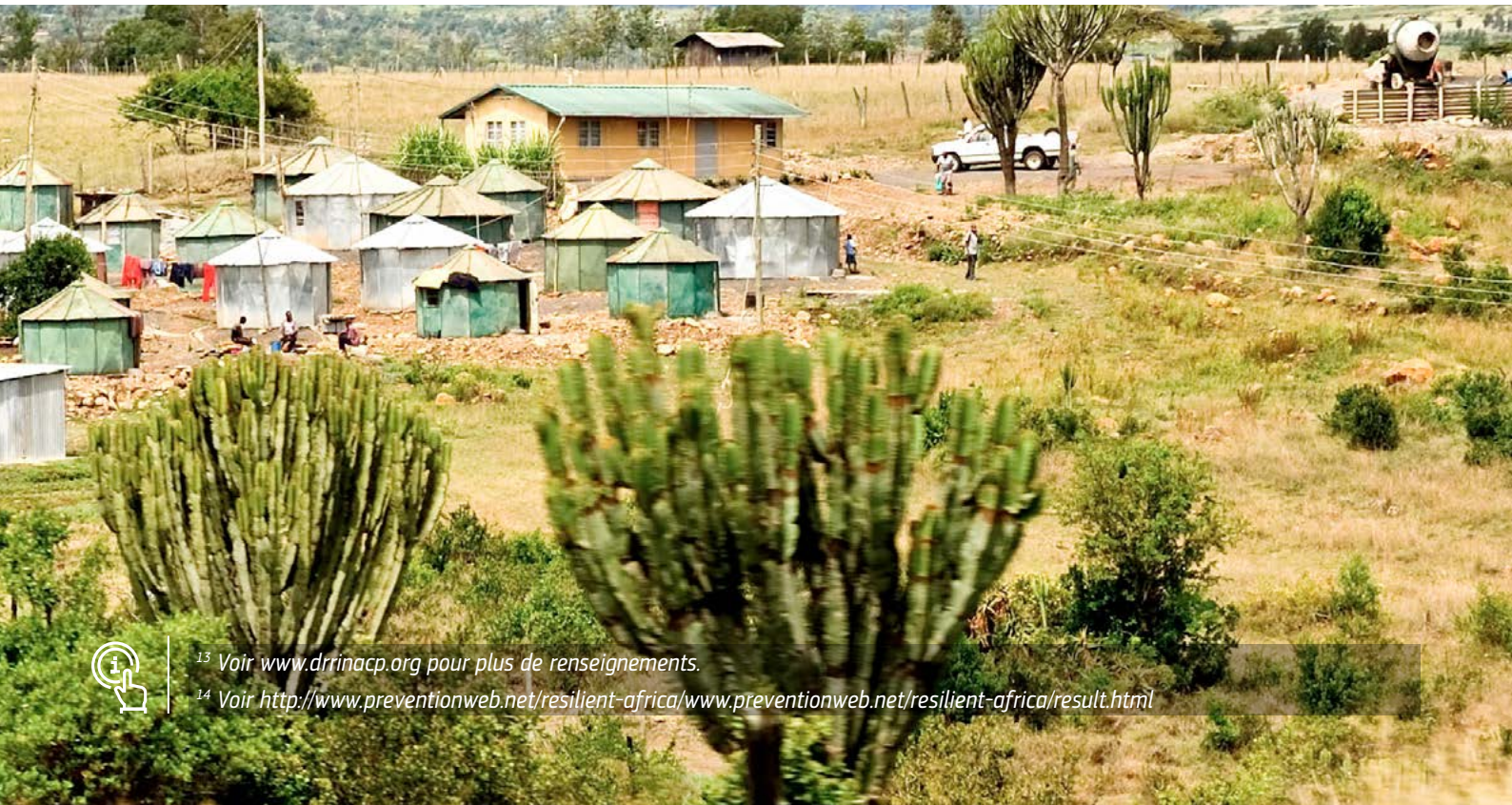
5. GOUVERNANCE

Le Programme R2 suit la même procédure de gouvernance, ainsi que le même processus de suivi et d'évaluation que le programme ACP-UE NDRR[13]. À ce titre, sa mise en œuvre est soutenue par le Secrétariat de la GFDRR à Bruxelles en collaboration étroite avec l'équipe GRC régionale Afrique de la Banque mondiale. La contribution supplémentaire de l'UE au titre du Résultat 2 à hauteur de 20 millions d'euros qui s'ajoute au Fonds fiduciaire à bailleur de fonds unique (SDTF) du programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR) en cours, dans sa composante régionale/sous-régionale (Volet 1), axée uniquement sur l'Afrique subsaharienne.

Comité de pilotage

Le **programme ACP-UE NDRR** est supervisé par un comité de pilotage présidé par le Secrétariat ACP et la Commission européenne, et composé de représentants de la Commission européenne, du Secrétariat ACP et de la Banque mondiale/GFDRR. Celui-ci se réunit au moins deux fois par an dans le but de faire le point sur les progrès et les accomplissements réalisés et de guider le Secrétariat de la GFDRR sur la mise en œuvre du programme, surtout en matière d'établissement des priorités dans l'affectation des fonds. **Ce rôle s'étend également aux activités du programme du Résultat 2, qui relèvent de la même structure hiérarchique.**

D'autre part, l'équipe de coordination fait état des activités de R2 au comité de pilotage du **Programme Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne,** présidé par la Commission de l'Union africaine et au sein duquel les CER sont également des membres à part entière aux côtés des partenaires chargés de l''exécution des résultats R1-3- 4-5[14] .

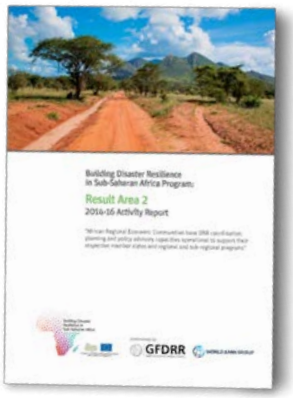


[13] Voir www.drrinacp.org pour plus de renseignements.

[14] Voir http://www.preventionweb.net/resilient-africa/www.preventionweb.net/resilient-africa/result.html

6. ANNEXE

Communications et supports de visibilité



Rapport d'activité du Résultat 2 2014-2016

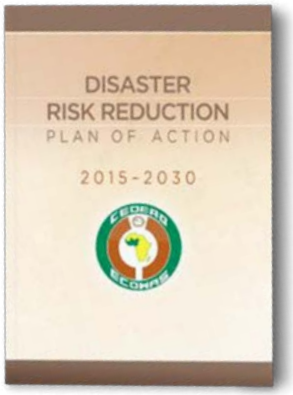
Le premier rapport d'activité du Résultat 2 — Programme de GRC des Communautés économiques régionales (CER) africaines, pour la période 2014-16 a été publié.[15] Le rapport du Résultat 2 présente le soutien reçu par les CER en vue de renforcer leurs capacités de coordination, de planification et en matière de conseils politiques afin de venir à l'appui de leurs États membres.

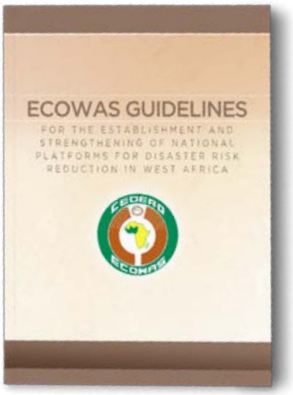
Le rapport est disponible en anglais (https://goo.gl/56gdco) et en français (https://goo.gl/rPpgf0).

CEEAC – Stratégie régionale d'Afrique centrale pour la PRC et l'ACC et dépliant sur les activités de PRC et d'ACC

La stratégie régionale d'Afrique centrale pour la PRC et l'ACC a été révisée, alignée sur le Cadre de Sendai pour la PRC et publiée ; un dépliant présentant la CEEAC et ses activités en matière de PRC et d'ACC a été créé et publié. Le Secrétariat de la CEEAC distribue ces documents à l'occasion de diverses réunions et conférences internationales, telles que la COP de la CCNUCC, ce qui lui permet d'informer facilement ses États membres des activités régionales de PRC/ACC.

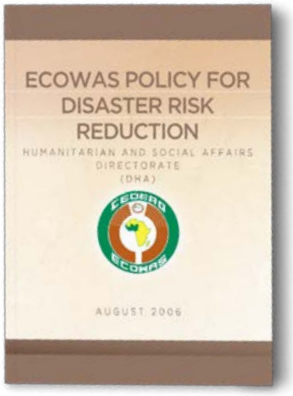
[15] *Le premier rapport d'activité de l'initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique (ADRF, ou Résultat 5 mis en œuvre par la GFDRR) pour la période d'août 2014 à juin 2016 a également été publié en anglais (https://goo.gl/8N8Vvp) et en français (https://goo.gl/Sk8q2N).*





CEDEAO - Plan d'action de PRC pour 2015-2030 et autres documents connexes

Le Plan d'action de PRC de la CEDEAO a été adapté au Cadre de Sendai pour la PRC et a été publié. La réimpression de documents de base sur la PRC de la CEDEAO est également en cours.



Chutes d'eau sur le Nil Bleu, Afrique
Crédit photo : Shutterstock

À propos de la FACILITÉ MONDIALE POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES DE CATASTROPHES ET LE RELÈVEMENT

La Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à mieux comprendre leurs vulnérabilités aux aléas naturels et à les réduire, et à s'adapter au changement climatique. Travaillant avec plus de 400 partenaires locaux, nationaux, régionaux et internationaux, la GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques. Gérée par la Banque mondiale (www.worldbank.org), la GFDRR reçoit l'appui de 34 pays et de 10 organisations.

GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne – Résultat 2

Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR)

Banque mondiale - Bureau de Bruxelles
17, av. Marnix - B-1000 Bruxelles, Belgique

www.gfdrr.org

Photo de couverture: Massif montagneux à Viti Levu, Fidji **|** *Crédit photo: Shutterstock*